

<https://www.aefinfo.fr/depeche/694633>

Cécile Olivier

7 min read

## Emmanuel Macron souhaite repenser le temps scolaire dans l'année

"On doit rouvrir le débat du temps scolaire dans l'année, qui est une des grandes hypocrisies françaises", a déclaré à Marseille le président de la République, le 27 juin 2023. Emmanuel Macron pointe notamment la longueur des vacances estivales. Lors d'une visite d'une école incluse dans le volet éducation du plan "Marseille en grand", le chef de l'État a promis de "continuer à avancer" sur ce dispositif et de "donner encore plus d'autonomie" aux établissements. "Il faut accepter qu'il y ait des modèles qui soient variés." Plusieurs écoles pourront en outre bénéficier du Pass culture.



Emmanuel Macron a visité le 27 juin 2023 une des écoles du plan "Marseille en grand".

MaxPPP

Lors de sa visite de trois jours à Marseille ([lire sur AEF info](#)), le président de la République s'est rendu le 27 juin 2023 à l'école Saint-André La Castellane (16e arrondissement), en cours de rénovation dans le cadre du plan "Marseille en grand". Cette école maternelle et élémentaire, classée REP+, fait partie des 22 chantiers en cours dans le cadre du plan "Marseille en grand". Trente autres vont être lancés et 48 suivront à l'automne, indique le maire de Marseille Benoît Payan. "On aura terminé en 2026 la rénovation et la reconstruction de 60 écoles", se réjouit le maire de Marseille, alors que la livraison de la nouvelle école Saint-André La Castellane est prévue en 2024.

"rouvrir le débat du temps scolaire dans l'année"

Pendant la visite, le chef de l'État a indiqué son souhait de "rouvrir le débat du temps scolaire dans l'année", qui est "une des grandes hypocrisies françaises". "On a des enfants qui ont deux mois et demi parfois de vacances, quelques-uns presque trois mois. Il faut repenser ce temps dans l'année", estime-t-il.

"Les enfants reviennent au 1er septembre avec des compétences qu'ils avaient un mois ou un mois et demi avant l'arrêt des cours", rappelle le chef de l'État ([lire sur AEF info](#)). "On bourre les semaines de nos enfants. C'est parce que les enfants partent trop tôt et ont du temps de vacances qui s'est allongé qu'ils arrivent crevés tous les soirs", estime Emmanuel Macron.

Le président souligne en outre que les enfants de familles privilégiées vont pouvoir bénéficier de "vacances apprenantes ou de stages linguistiques" alors que "les enfants du quartier se retrouvent avec peu d'infrastructures, dans des familles qui sont déjà en difficulté" ([lire sur AEF info](#)). "Quand on a des vacances de trois mois, l'inégalité revient."

Le chef de l'État souhaite ouvrir ce chantier mais "pas pour l'année scolaire qui vient, on est un peu juste".

Le sujet des rythmes scolaires est régulièrement abordé par les ministres de l'Éducation nationale depuis plus de 40 ans, à la suite du développement des travaux sur la chronobiologie de l'enfant. La dernière réforme date de 2013, avec le passage de la semaine à 4,5 jours de classe, mais la majorité des communes sont repassées à 4 jours en 2017.

Le chef de l'État a par ailleurs annoncé lundi son souhait d'ouvrir les collèges de REP et REP+ entre 8 heures et 18 heures ([lire sur AEF info](#)).

"Je veux qu'il y ait plus d'autonomie"

Lors d'un point sur le plan école, dans le cadre du projet "Marseille en grand", le maire de Marseille, Benoît Payan, a souligné que l'investissement réalisé dans les écoles de Marseille "n'avait pas d'équivalent dans le pays depuis 1945". Le chef de l'État a souligné que les travaux de rénovation des 188 écoles du plan devaient être achevés en 2030. Le chef de l'État souhaite un délai de "4 ans entre le lancement d'objectif et la livraison d'une école réhabilitée, dont deux ans d'études".

Pour le volet éducation du plan "Marseille en grand", "on n'a pas dit d'en haut ce qu'il faut faire", souligne le chef de l'État, "on fait confiance aux gens qui sont sur le terrain". "Je veux qu'il y ait plus d'autonomie, et il faut accepter qu'il y ait des modèles qui soient variés", ajoute-t-il. Selon lui, "l'école de la République doit avoir des objectifs communs, mais il faut laisser beaucoup plus de liberté aux enseignants et aux directeurs pour apporter les bonnes réponses".

"On va continuer à avancer sur 'Marseille en grand' et donner encore plus d'autonomie", promet le président. Pour Emmanuel Macron, "il faut avoir ce geste de confiance", "donner plus de moyens, de responsabilités, de reconnaissance aux gens qui s'engagent, les chefs d'établissement, les enseignants, c'est le sens du pacte."

"C'est ce qu'on a voulu généraliser aussi avec le CNR éducation", ajoute le chef de l'État qui veut d'ailleurs "le systématiser à la rentrée", l'idée étant d'avoir "un projet d'établissement qui prenne tout son sens et qui ait de l'épaisseur."

Au niveau architectural, Emmanuel Macron souhaiterait "une signature visuelle" commune à toutes les écoles rénovées dans le plan.

expérimentation du Pass Culture dans les 82 écoles innovantes

Le chef de l'État a annoncé l'expérimentation du Pass culture, qui existe aujourd'hui pour les collégiens et les lycéens, dans "82 écoles innovantes" du dispositif "Marseille en grand" pour "encourager l'épanouissement culturel des enfants" ([lire sur AEF info](#)).

En 2021, le chef de l'État avait souhaité la mise en place à Marseille d'un réseau de plusieurs "écoles innovantes", préfigurant selon ses mots une "école du futur". Quelque 2,5 M€ ont été fléchés pour financer des projets pédagogiques innovants. Selon l'Élysée, 82 écoles ont été retenues à ce jour pour bénéficier de cette aide exceptionnelle, dont "85 % seront consommés à la rentrée prochaine". Elle permet de financer notamment du temps de coordination et de formation, ainsi que du matériel, notamment du mobilier flexible.

## **le Snuipp-FSU reste opposé au plan**

Pour le Snuipp-FSU, cette expérimentation des écoles à Marseille, qui conditionne les moyens à "une contractualisation sur la base de projets", crée "une rupture dans l'égalité des chances". "On attribue un budget de 2,5 M€ à quelques écoles, et rien pour les autres", dénonce sa secrétaire départementale Virginie Akliouat. Elle regrette aussi l'attribution, selon elle, de moyens enseignants supplémentaires sous forme de "quart de décharge supplémentaire" et de "poste de contractuel à temps plein", alors qu'"on a dans nos écoles des enseignants qui sont malades et ne sont pas remplacés". Virginie Akliouat pointe aussi le manque de transparence : "Il n'y a jamais eu la moindre circulaire qui cadre l'expérimentation, ni de communication officielle, on ne sait pas quelle école a reçu quoi, comment l'argent est utilisé."

Generated with Reader Mode